



ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY

Secretariat
P. O. Box 3243

منظمة الوحدة الافريقية
السكرتاريه
ج. ب. ٣٢٤٣

ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAINNE

Secretariat
B. P. 3243

اديس ابابا * Addis Ababa

CONSEIL DES MINISTRES
TRENTE-ET-UNIEME SESSION ORDINAIRE
KHARTOUM, SOUDAN
7 - 15 JUILLET 1978

CM/894 (XXXI) Add III

RAPPORT SUR L'AIDE D'URGENCE
AUX PAYS D'AFRIQUE AFFECTES PAR LA SECHERESSE
SIEGE DE LA FAO, ROME, 20-23 JUILLET 1978

RAPPORT RECAPITULATIF

REUNION SUR L'AIDE D'URGENCE AUX PAYS D'AFRIQUE
AFFECTES PAR LA SECHERESSE
SIERGE DE LA FAO, ROME, 20-23 JUIN 1978
RAPPORT RECAPITULATIF

1. Les Pays Arabes qui ont patroné la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), ayant décidé de montrer de manière concrète leur solidarité avec les pays de ce continent affectés par la sécheresse et d'autres calamités naturelles, ont dégagé une somme de 15 millions de dollars dans ce but. Le principe de l'assistance a été discuté lors d'une réunion de la Commission Ministérielle Afro-Arabe tenue à Niamey les 5 et 6 Juin 1978 et à laquelle ont également assisté le Secrétaire Général de l'OUA et le Président de la BADEA.
2. A la suite des contacts qui ont été pris à Niamey entre le Président de la BADEA et le Directeur Général de la FAO qui se trouvait par hasard en visite officielle au Niger en ce moment, il a été convenu qu'il serait de l'intérêt de toutes les parties concernées d'associer la FAO à la conception et la mise en oeuvre de ce programme.
3. En conséquence, le Président de la BADEA et le Directeur Général de la FAO sont convenus d'organiser une réunion à Rome à laquelle devront être invités des représentants de l'OUA et du CILSS afin de ré-étudier et d'élaborer par la suite le programme d'assistance proposé par l'OUA pour lequel un accord a été conclu lors de la réunion de Niamey. La présente note constitue le rapport récapitulatif de ladite réunion tenue au siège de la FAO du 20 au 23 Juin 1978.
4. La liste des participants se trouve en Annexe I.
5. L'ordre du jour annoté et le calendrier sont en Annexe II.

6. A l'ouverture de la réunion, tous les participants sont convenus de reconnaître que les conséquences désastreuses de la sécheresse en Afrique et, en particulier, dans la région du Sahel, justifient totalement qu'un effort supplémentaire soit déployé par la communauté internationale. En conséquence, ils ont accueilli avec satisfaction l'initiative prise par l'OUA en collaboration avec le CILSS proposant l'examen du Programme d'aide d'urgence. Ils se sont également félicités de la généreuse manière avec laquelle les pays Arabes et la BADEA ont répondu à l'appel. Ils ont souscrit leur soutien total aux appels que le Directeur-Général a plusieurs fois lancés en faveur des pays africains frappés par la sécheresse et exprimé leur appréciation des divers programmes d'action que la FAO a subséquentement réussi à démarrer dans la région. Ils ont particulièrement reconnu le fait que l'efficacité du programme de secours envisagé pourrait être améliorée de façon significative en recourant à l'expertise, à la logistique et au soutien administratif dont dispose la FAO au niveau de la formulation et de l'exécution du Programme.

7. La réunion a ensuite procédé à l'examen de la liste provisoire des projets que l'OUA a présentée à la BADEA à la suite de la récente réunion à Banjul du Comité Ad Hoc de l'OUA. Et ce faisant, ils ont noté que la somme totale du coût des projets que renferme le document de l'OUA dépasse légèrement 8 millions de dollars laissant ainsi une grande marge pour l'inclusion d'un nombre raisonnable de projets supplémentaires. En établissant la liste de tels nouveaux projets, les participants n'ont cependant pas perdu de vue le fait que toute nouvelle idée de projet avancée doit être considérée comme une idée provisoire aussi longtemps que les gouvernements concernés ne confirmeraient pas qu'ils seraient disposés à accueillir toute aide dans ces domaines particuliers.

8. Lors de l'examen de la liste des projets, la réunion a particulièrement tenu compte des critères suivants :

Tout d'abord, l'on doit tenir compte des demandes prioritaires qui ont été déjà présentées par les gouvernements par le canal de l'OUA. En deuxième lieu, tous les projets doivent être économiquement faisables et de nature prioritaire en tenant compte des conditions qui prévalent dans la région. Troisièmement, ils doivent être conçus pour contrebalancer, directement ou indirectement, les effets négatifs de la sécheresse et des autres risques climatiques concernant l'amélioration de leur niveau nutritionnel. Finalement, et dans le souci de respecter la nature urgente du programme, tous les projets doivent avoir une nature concrète et pratique pouvant être exécutée à brève échéance et doivent déjà atteindre leur phase initiale qui puisse permettre leur exécution rapide. Comme résultat, de nouvelles propositions d'action devraient être dégagées parmi les projets qui ont été déjà formulés ou au moins parmi ceux qui ont été déjà identifiés et qui peuvent être rapidement formulés. La disponibilité de fonds, dans les divers domaines couverts par le programme, doivent également être pris en considération car ils pourraient aider dans la formulation et l'exécution des projets.

9. L'Annexe III contient la liste des projets qui ont été ainsi programmés. Comme on peut le noter, ces projets se divisent en quatre catégories qui appellent les commentaires suivants :

10. Les catégories 1 et 4 s'expliquent d'elles-mêmes. La catégorie 1 comprend des projets de développement des pays devant être mis en oeuvre grâce à des prêts. La catégorie 4 comprend des projets de soutien aux organisations régionales de lutte anti-acridienne, projets devant être mis en oeuvre grâce à des dons.

11. Les catégories 2 et 3 appellent, quant à elles, des commentaires spéciaux. Dès le début des débats, il est apparu clairement qu'il y a eu un malentendu entre la BADEA d'une part et l'OUA et le CILSS d'autre part sur la nature du financement du programme en question. Suivant les

représentants de la BADEA, le Secrétaire général de l'OUA et le Président de la BADEA avaient décidé que le programme serait entièrement financé par un prêt souple de type "FASA", c'est-à-dire un prêt remboursable en 25 ans avec une période de grâce de dix ans et un intérêt nominal de 1%. Les représentants de l'OUA et du CILSS ont toutefois déclaré que, suivant les instructions qu'ils avaient reçues, leurs organisations et les gouvernements concernés considéraient que le caractère urgent de la situation prévalant dans la région justifiait que cette assistance soit accordée sous forme d'un don réel ne comportant ni remboursements ni intérêts. La discussion qui a suivi, n'ayant pas permis de surmonter cette divergence de vues, et pour que les discussions puissent continuer, il a été décidé d'adopter pour chaque pays les catégories 2 et 3 définies comme suit :

12. Les projets de la catégorie 2 qui devaient représenter près de 1/3 de l'ensemble de la somme disponible, comprendrait les projets que la réunion considérerait particulièrement importantes, au cas où la position de la BADEA concernant le financement du programme par des prêts resterait inchangée.

13. La catégorie 3 qui représenterait elle aussi 1/3 du total comprendrait des projets qui étaient considérés comme particulièrement valables au cas où les bailleurs de fonds de la BADEA trouveraient qu'il est possible de leur consacrer une somme d'au moins \$UEJ 5.000.000 sous la forme de dons.

14. De toute évidence les projets des catégories 2 et 3 ne devaient pas être considérés comme étant complémentaires mais comme se substituant les uns aux autres, en d'autres termes, et selon les décisions qui seraient finalement prises au niveau politique par les différentes parties concernées, le programme définitif comprendrait soit le total des catégories 1, 2 et 4 ou celui des catégories 1, 3 et 4.

15. L'on a noté que le total des projets mentionnés en annexe III s'élevait à \$13.900.000 seulement, laissant ainsi un solde de \$1.000.000 sur la somme globale allouée de \$15.000.000. La réunion a convenu qu'il serait prudent de laisser de côté une telle somme pour faire face à des dépenses financières et matérielles imprévues, ce qui permettrait la souplesse nécessaire au moment de la discussion finale du programme et des projets avec les gouvernements intéressés.

16. La discussion a ensuite porté sur la méthode la plus appropriée pour la mise en application du programme. Tout d'abord il a été convenu que la BADEA, oeuvrant en étroite collaboration avec l'OUA, devrait soumettre le programme révisé aux gouvernements concernés et obtenir leur approbation de principe au niveau politique. L'on a pris note du fait que le Président de la BADEA et le Directeur général de la FAO devraient assister à la prochaine Conférence au Sommet de l'OUA qui doit se tenir au début du mois de Juillet à Khartoum et qui pourrait ainsi offrir une occasion de nature à parvenir rapidement à un accord.

17. Une fois approuvé au niveau politique, le programme devrait alors s'élaborer par la conception, la négociation et la signature des différents documents nécessaires à l'exécution des projets. Il a été convenu que pour que ces projets soient financés sur la base d'un prêt et mis en exécution par la FAO, il faudrait nécessairement que soit signé un accord de financement entre la BADEA et les Gouvernements et un accord trilatéral sur le fonds d'affectation spéciale entre la BADEA, la FAO et le Gouvernement. Afin d'activer les projets, il a été également convenu que l'accord de financement entre la BADEA et les Gouvernements devrait spécifier que bien que les fonds devant être alloués par la BADEA soient officiellement des prêts consentis au Gouvernement, celle-ci les transférerait directement à la FAO selon le barème des paiements inclus dans l'accord sur le Fonds d'affectation spéciale.

18. Comme solution de rechange, il a été envisagé que la BADEA remette les fonds aux Gouvernements, à charge pour le gouvernement concerné d'effectuer les paiements nécessaires à la FAO, conformément à l'Accord sur le Fonds d'Affectation Spéciale. Dans un tel cas et à chaque fois que l'intervention de la FAO serait jugée nécessaire, le Gouvernement concerné serait tenu, en vertu de l'accord de financement, de conclure avec la FAO un accord portant sur un Fonds d'Affectation Spéciale, en vue de la mise en oeuvre du projet. D'autre part, il ne serait pas indispensable, dans un tel cas, que la BADEA soit l'un des signataires de l'Accord sur le Fonds d'Affectation Spéciale qui serait uniquement conclu entre la FAO et le gouvernement concerné. Les participants à la réunion ont cependant estimé qu'une telle solution ne manquerait pas d'entraîner des retards supplémentaires, compte tenu du transit des fonds par le Trésor du gouvernement concerné. Ils ont par conséquent recommandé que la première solution, c'est-à-dire le transfert direct des fonds de la BADEA à la FAO, soit retenue.

19. Bien que certains des projets dont la liste a été dressée aient atteint un stade où il est possible de procéder immédiatement à la préparation du financement requis et des accords sur le Fonds d'Affectation Spéciale, les participants à la réunion estiment que, dans de nombreux cas, des missions préparatoires, si courtes soient elles, pourraient s'avérer nécessaires. A cet égard, le représentant de la FAO a déclaré que pour montrer l'intérêt particulier qu'il attache à ce programme, le Directeur Général est disposé à financer ces missions préparatoires sur le Programme de Coopération Technique de la FAO, à condition que les gouvernements concernés lui fassent parvenir par télégramme des requêtes en ce sens.

20. Enfin, les participants à la réunion ont convenu que, dans tous les cas, il sera nécessaire de visiter tous les pays concernés pour mettre au point et signer les divers Accords. Il a été décidé qu'à

chaque fois que cela serait possible la meilleure solution serait que de telles visites soient entreprises conjointement par la BADEA et la FAO. Le représentant de la FAO a indiqué que son organisation est disposée à représenter la BADEA à de telles négociations si elle en exprime le désir. Dans ce cas, il va de soi que le financement et les Accords d'Affectation Spéciale seraient envoyés pour signature au siège de la BADEA, étant donné que la FAO ne pourrait pas signer un accord de financement auquel elle ne serait pas partie et qu'elle ne pourrait pas, non plus, signer deux fois le même Accord sur le Fonds d'Affectation Spéciale.

21. Les textes de référence des Accords d'Affectation Spéciale et des Plans d'Opération de la FAO constituent les annexes IV et V du présent rapport. (Il peut s'avérer nécessaire d'adapter ces textes aux caractéristiques particulières de chaque projet pris individuellement). Conformément au Règlement Intérieur de l'Organisation, les dépenses de fonctionnement de la FAO doivent être compensées par les frais généraux à un taux normal de 5% pour les projets comportant un élément matériel d'au moins 60% et de 14% pour tous les autres. L'on a fait observer que puisque la majorité des projets comportait un élément matériel important, il est apparu que la moyenne des frais généraux pour le programme général ne dépasserait pas 6 à 7%. Il a été laissé à la BADEA toute latitude pour décider si le coût des frais généraux de la FAO serait déduit de la somme de 15 millions de dollars allouée au programme ou s'il serait financé à partir d'autres sources de la BADEA dépassant de loin ce montant.

22. L'exécution de ces projets doit être placée sous la responsabilité de la FAO comme le stipulent les accords du Fonds d'Affectation Spéciale et les projets de fonctionnement. Ces derniers doivent spécifier toutes les dispositions spéciales prises concernant le recrutement et la mise en congé des membres du personnel, l'approvisionnement en matériel et

fournitures, l'exécution des travaux, la surveillance, l'appui technique, la rédaction des rapports, l'évaluation du projet et la comptabilité. L'on a fait observer en particulier que la comptabilité du Fonds d'Affectation Spéciale de la FAO était présentée selon la même procédure de vérification que les propres fonds de la FAO et que le rapport des vérificateurs externes aux comptes seraient mis à la disposition de la BADEA.

23. Au sujet de l'approvisionnement en fournitures et matériel, il a été donné des explications sur la procédure en vigueur au sein de la FAO, y compris les offres internationales, en particulier, pour des commandes dépassant 10.000 dollars. Il a également été fait mention des différentes manières dont ces procédures peuvent être accélérées en cas d'urgence ou déléguées au personnel sur le terrain en ce qui concerne les achats sur place. En plus des dispositions courantes et des pratiques de la FAO, il a été envisagé que pour les appels d'offres supérieurs à 50.000 dollars, la FAO pourrait communiquer à l'avance à la BADEA et par telex la liste des sociétés qu'elle pensait contacter. La BADEA se verrait accorder une semaine pour envoyer éventuellement ses observations. Si aucune observation n'était parvenue après ladite période, l'accord de la BADEA serait implicite et la FAO passerait à l'exécution. Le même telex pourrait également informer la BADEA de la date à laquelle la FAO a l'intention de lancer ses offres de sorte que la BADEA, si elle le désire, puisse être représentée lors du dépouillement des appels d'offres dans la mesure où celle-ci le souhaite.

24. Les participants à la réunion ont finalement insisté sur le fait que bien que les discussions aient porté uniquement sur la formulation et la mise en application d'un programme d'urgence de 15 millions de dollars, cela ne signifie pas que la FAO et la BADEA n'envisagent pas une coopération plus vaste et plus régulière. Au contraire, ces deux organisations sont désireuses de développer leurs relations de travail, dans

l'intérêt bien compris de leurs pays membres respectifs. Des informations préliminaires, dans ce domaine, ont été données aux représentants de la BADEA.

25. Les participants à la réunion ont également fait savoir que ce programme ne constitue qu'une des nombreuses facettes d'une coopération très fructueuse existant entre la BADEA d'une part et l'OUA et le CILSS d'autre part, ainsi qu'entre la FAO et ces deux organisations africaines.

26. En raison de la durée limitée de la réunion, il n'a pas été possible aux représentants de certaines des parties concernées, de consulter leur supérieurs et de pouvoir prendre une décision quant aux questions abordées lors des débats.

Par conséquent il a été notifié que les accords auxquels on est parvenu au cours de la réunion devaient être considérés pour l'instant comme une décision provisoire. Il est donc clair que chaque fois que les mots "les participants à la réunion ont décidé" sont utilisés dans le présent rapport, il faut comprendre "les participants ont pris une décision non définitive, en attendant l'approbation finale de leurs supérieurs hiérarchiques."

PROGRAMME POUR LA REHABILITATION DES PAYS AFRICAINS
AFFECTES PAR LES CALAMITES NATURELLES

P A Y S	P R O J E T S	Cat. 1 (000\$)	Cat. 2 (000\$)	Cat. 3 (000\$)	TOTALS		
					1 + 2 (000\$)	1 + 3 (000\$)	
CAP VERT	Cat. 1	a) Hydraulique villageoise (construction de 30/35 petits réservoirs hydrauliques)	375				
		b) Laboratoire d'analyse des sols (matériel et facilités)	100				
		c) Introduction de l'irrigation par égouttages	100				
			<u>575</u>				
	Cat. 2	Matériel de transport		325			
	Cat. 3	Matériel de transport			350	900	925
ETHIOPIE	Cat. 1	Néant					
	Cat. 2	Matériel de transport		500			
	Cat. 3	Matériel de transport			625	500	625
GAMBIE	Cat. 1	Production des semences/Renouvellement du traitement de	350				
	Cat. 2	Renouvellement du matériel de pompage dans les petits projets d'irrigation		200			
	Cat. 3	Contribution au matériel du Département gouvernemental chargé de l'enquête sur les ressources hydrogéologiques nationales			400	550	750
GUINEE BISSAU	Cat. 1	a) Multiplication/traitement des semences de riz	450				
		b) Matériel de transport	<u>150</u>				
			600				
	Cat. 2	Transport (l'accent étant mis sur le transport fluvial)		350			
	Cat. 3	Transport (l'accent étant mis sur le transport terrestre)					

P A Y S	P R O J E T S		Cat. 1 (000\$)	Cat. 2 (000\$)	Cat. 3 (000\$)	1 + 2 (000\$)	1 + 3 (000\$)
GUINEE	Cat. 1	Excavations de puits dans les villages affectés par la sécheresse (100 puits)	600				
	Cat. 2	Assistance aux brigades généoagricoles en moyenne et haute Guinée		350			
	Cat. 3	Assistance aux brigades généoagricoles en moyenne et haute Guinée			350	950	950
Assistance aux organisations régionales de lutte anti-sécheresse							
	(Cat. 4)	OCLALAV				300	300
		OICMA				50	50
		DICOBA				50	50
						400	400
		TOTAL	7 925	5 575	5 575	13 900	13 900
		Faux frais divers				1 100	1 100
		GRAND TOTAL				15 000	15 000

P A Y S	P R O J E T S	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	TOTALS		
					1 + 3	1 + 3	
HAUTE VOLTA	Cat. 1	a) Contribution au Programme de forage dans les zones rurales et pastorales (matériel et fournitures)	750				
		b) Petits projets d'irrigation	<u>350</u>				
			1 100				
	Cat. 2	Matériel de transport		650			
	Cat. 3	Matériel de transport			650	1 750	1 750
MALI	Cat. 1	a) Amélioration des services de stockage des grains au niveau de villages	500				
		b) Assistance aux petits projets d'irrigation	<u>250</u>				
			750				
	Cat. 2	Matériel de transport		1 000			
	Cat. 3	Matériel de transport			650	1 750	
MADAGASCAR	Cat. 1	Réhabilitation des projets de développement hydraulique à la suite des cyclons, y compris la création d'unités d'intervention rapide	1 100				
		Cat. 2	- " -		650		
	Cat. 3	- " -			650	1 750	1 400
SENEGAL	Cat. 1	Réhabilitation et amélioration des petits projets d'irrigation	550				
		Cat. 2	- " -		300		
	Cat. 3	- " -			300	850	850
NIGER	Cat. 1	a) Développement des eaux de ruissellement	750				
		b) Matériel de transport	<u>350</u>				
			1 100				
	Cat. 2	Matériel de transport		650			
	Cat. 3	Matériel de transport			650	1 750	1 750
TCHAD	Cat. 1	a) Réhabilitation et amélioration des petits projets d'irrigation	400				
		b) Matériel de transport	<u>800</u>				
			1 200				
	Cat. 2	Matériel de transport		600			
	Cat. 3	Matériel de transport			600	1 800	1 800
			7 925	5 575	5 575	13 500	13 500

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

1978-07

Report on Emergency Assistance to Drought Stricken Countries of Africa FAO Headquarters, Rome, 20-23 June 1978

Organization of African Unity

Organization of African Unity

<https://archives.au.int/handle/123456789/9815>

Downloaded from African Union Common Repository